



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S
E-mail: lecanard.enfurie@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

3ème année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 131 du Lundi 03 Juin 2019

Perspectives d'une base militaire émiratie au Niger

Jusqu'où s'arrêtera Mahamadou Issoufou ?

Menées dans le plus grand secret afin de leur donner une chance d'aboutir, les négociations portent, selon le site d'information français, sur l'installation d'une base militaire émiratie sur le sol nigérien. Précisément aux portes de la Libye où s'affrontent les forces du général Haftar contre celles du Premier ministre Faïez Sarraj dont le gouvernement est reconnu par les Nations Unies. Pro-Haftar, les Émirats arabes unis veulent installer une base militaire à partir de laquelle il leur sera loisible de bombarder les forces acquises au Premier ministre qui contrôle Tripoli et que Haftar n'arrive pas encore à prendre. Selon le site d'information français, « plusieurs rencontres ont eu lieu à propos de cette proposition dont les conditions sont toujours en discussion ». D'un véritable enjeu pour les Émirats arabes unis, mais plein de périls pour le Niger, l'installation d'une base militaire émiratie sur le sol nigérien suppose un parti pris nigérien dans un conflit armé interne à un pays voisin. En fait, si Haftar bénéficie du soutien des Émirats arabes unis, le Premier ministre libyen, lui, est soutenu par d'autres pays, notamment le Qatar, ce petit pays du Golfe qui a été accusé par les EAU et l'Arabie Saoudite d'avoir une main liée dans l'expansion du terrorisme dans le monde. Autant dire que Niamey risque de mettre le doigt dans l'engrenage... Lire pages 4-5



500 millions de gaz lacrymogène au ministère de la Défense

Le régime prépare le coup de force de demain

Vallarian Joseph et l'hôpital régional de référence de Tahoua

Une affaire d'escroquerie qui risque de rattraper les auteurs

Amères vérités

Si « l'ennemi de Hama Amadou, c'est Hama Amadou », l'ennemi du Niger et de son peuple, ce sont ceux qui entretiennent des relations avec des narcotrafiquants, les bailleurs de fonds du terrorisme et du banditisme transfrontalier

Nous sommes dans un Niger surprenant et plein de contradictions où ceux qui volent, détournent, flirtent avec des trafiquants de drogue, violent délibérément les lois lorsqu'ils ne les modifient pas pour réaliser leurs desseins malveillants, croient trouver le mal ailleurs que chez eux. Un Niger où, pour peu que l'on soit étranger à ce qui se passe sous Mahamadou Issoufou et ce que notre pays est devenu, sous le poids considérable des antivaleurs qu'il a suscitées et entretenues, l'on peut commettre la grossière erreur de penser que ceux qui gouvernent actuellement le Niger sont porteurs de vertus. Que le Niger ne pouvait être mieux gouverné alors que ses citoyens plongent de plus en plus dans la misère, sans eau et sans électricité, avec une école qui a perdu son âme et une marchandisation galopante de la santé. Un Niger où ceux qui gouvernent cherchent désespérément les raisons de leurs échecs ailleurs que dans les trafics divers, les dérives autoritaires, les détournements massifs des deniers et biens publics, bref la gouvernance scabreuse pour laquelle ils ont opté dès le départ et qu'ils ont délibérément entretenue par l'impunité offerte à leurs obligés.

C'est dans cet élan de désespoir, de peindre en noir ce qui est plutôt blanc, qu'une campagne de dénigrement de la personne de Hama Amadou, chef de file de l'opposition nigérienne, est entreprise par ceux qui entretiennent des amitiés solides avec des narcotrafiquants dont les activités criminelles constituent la principale source de financement du terrorisme et du banditisme transfrontalier. Un terrorisme qui fauche tant de vies dans notre pays et que les «anges» qui nous gouvernent prétendent combattre. Mon œil !

Cette sordide entreprise de ces chevaliers somme toute bizarres de la lutte contre le terrorisme et le banditisme transfrontalier, est vouée à l'échec, tant les Nigériens ont eu l'opportunité de comprendre que l'on ne peut être ami des narcotrafiquants et être vertueux.

Que l'on ne peut être ami et allié des narcotrafiquants et convaincre de sa bonne foi dans le combat contre le terrorisme.

Que l'on ne peut être ami et allié des narcotrafiquants et prétendre que sa priorité, c'est la sécurité du Niger et de son peuple.

Que l'on ne peut être ami et allié des narcotrafiquants et faire croire que l'on n'a pas de responsabilité dans le massacre des Nigériens par des terroristes.

Si l'ennemi de Hama Amadou, c'est Hama Amadou, l'ennemi du Niger et de son peuple, ce sont ceux qui entretiennent des relations avec des narcotrafiquants, les bailleurs de fonds du terrorisme et du banditisme transfrontalier. Entre les deux, si les Nigériens doivent choisir, il n'y a pas match.

Ce n'est pas Hama Amadou qui entretient des amitiés avec des narcotrafiquants au point de les utiliser comme conseillers, leur offrant le passeport diplomatique et la couverture de l'État pour se livrer à un trafic de drogue qui finance le terrorisme et le banditisme transfrontalier. Or, tout le monde sait le lourd tribut que le peuple nigérien continue de payer à cause de ce lien diabolique entre le trafic de drogue et le terrorisme qu'entretiennent ceux qui gouvernent aujourd'hui le Niger. Des conseillers au Cabinet du Premier, de la présidence de la République et de l'Assemblée nationale épinglés dans des affaires de drogue et/ou entretenant des relations «incestueuses» avec des terroristes, c'est de notoriété publique. Sous quel autre président ou chef d'Etat, à l'exception de Mahamadou Issoufou, le Niger a-t-il connu un tel phénomène ?

Est-ce Hama Amadou, le parrain de la drogue au Niger ?

Est-ce Hama Amadou qui a protégé et couvert ceux qui ont stocké des tonnes de drogue à Niamey ?

Pourquoi les Nigériens sont devenus si hypocrites au point de refuser de voir ce qui est plus que visible ?

L'hypocrisie des Nigériens est telle que ce sont ceux qui ont trahi la mémoire de Mouammar Kadhafi, l'ami généreux, en remettant son fils (qui a trouvé refuge au Niger) à ses bourreaux alors qu'ils ont, pendant quelque temps,

argué qu'ils ne pourraient le faire pour la simple raison que la Libye n'est pas encore un pays de droit, qu'on veut présenter comme porteurs de vertus. Quelles vertus ?

Ce sont ceux qui ont violé toutes les lois du pays, à commencer par la constitution dont le premier à la fouler aux pieds est Mahamadou Issoufou, qui a pourtant juré sur le Saint Coran de la respecter et de la faire respecter, ce sont ceux-là qu'on veut présenter comme des individus attachés à la vertu, au droit et à la République.

Ce sont ceux qui ont détourné des milliards à n'en plus finir et qui ont fait main basse sur des tonnes de riz destinées à des Nigériens en proie à l'insécurité alimentaire, que l'on ose présenter comme des gouvernants justes, bons et crédibles.

Ce sont ceux qui, dans toute l'histoire du Niger, ont emprisonné un nombre inégalé d'opposants, d'acteurs de la société civile et de journalistes, utilisant des juges de service pour régler des comptes politiques, que l'on prétend être soucieux de justice et de libertés.

Ce sont ceux qui ont perpétré un hold-up électoral, qui ont sans cesse ajourné des élections locales, convaincus que leur pouvoir n'est assis sur aucune légitimité populaire, que l'on ose présenter comme étant des démocrates et que, les prédateurs de la démocratie, il faut les chercher ailleurs.

Ce sont ceux qui sont trempés dans des scandales financiers d'envergure internationale, assimilant, par leurs actes, notre pays à un Etat-voyou, qui se gargarisent d'être sérieux et porteurs d'idéal pour le Niger.

Si Hama Amadou est loin d'être un ange qui est exempt de reproches, il reste que ceux qui le brocardent ainsi sont les pires gouvernants que le Niger ait connus. À tous points de vue.

Le Niger sous Mahamadou Issoufou a ceci de répugnant que l'hypocrisie et la malhonnêteté ont tellement rongé les cœurs de beaucoup de nos compatriotes qu'ils ne trouvent aucune gêne à prétendre que ceux qui servent de parapluies à des trafiquants de drogue, alliés objectifs et confirmés des terroristes, qui détournent des aides alimentaires à leurs profits, sont meilleurs que les autres.

Aller à la Mecque, offrir, sur le dos du contribuable, des iftars collectifs, ne rendent pas un homme bon. La bonté est dans le cœur, ce n'est pas du maquillage que l'on fait dans des circonstances précises pour paraître ce que l'on est loin d'être. Dieu, lui, reconnaît les siens et il nous a donné des indications précises sur ceux-là. Ce sont ceux qui autorisent le convenable, interdisent le blâmable et concourent aux bonnes œuvres.

Dire que le Niger actuel est truffé d'hypocrites, c'est peu dire. Remarquez que c'est bien cette gouvernance que prient et louent des exégètes musulmans, payés par mois sur le dos du contribuable nigérien dont ils ont pourtant connaissance des misères vécues, autant dans les conditions de vie qui se dégradent, qu'en matière de droits humains et politiques. Mais comme l'on ne sent pas les odeurs de ses propres aisselles, ils font des prêches sur les principes de la vie qu'ils sont les premiers à transgresser. Ils acceptent de conduire des prières pour que vive et survive cette gouvernance qui tend pourtant à tout enlever aux citoyens mais qui leur fournit, eux, les moyens de se payer cette eau qui devient de plus en plus rare et chère, cette électricité devenue un luxe.

Manger et bien manger, s'offrir la voiture que l'on veut, construire une maison qui se distingue des autres, y compris avec de l'argent sale, semble être le leitmotiv chez des juges et policiers qui ont pourtant fait le serment de ne jamais s'écarter de la voie du juste. Pour gagner de l'argent à tout prix et amasser la fortune pour laquelle ils ont dédié leur vie, ils sont prêts à jouer aux partisans zélés, en violant les lois qui font leur pouvoir. Lorsque le policier se détourne du trafiquant de drogue pour se défouler sur l'honnête citoyen à cause de ses opinions et que le juge feint de faire son boulot en le jetant en prison, il n'y a pas de doute, nous sommes dans une société pourrie, en pleine décadence. Mais, de grâce, que ceux qui l'ont pourrie arrêtent de nous empester davantage l'atmosphère.

BONKANO.

500 millions de gaz lacrymogène au ministère de la Défense

Le régime prépare le coup de force de demain

Un document signé du ministre de la Défense, Kalla Moutari, et faisant état d'une commande de gaz lacrymogène pour un montant de 500 millions de francs CFA, circule depuis trois jours sur les réseaux sociaux. 500 millions de gaz lacrymogène dans un pays dont les hôpitaux manquent jusqu'à l'essentiel ! L'affaire a de quoi choquer. Récemment, c'est une quête que l'hôpital national de Niamey a dû initier, notamment dans les milieux des organisations internationales en poste à Niamey, pour l'acquisition de quelques matériels et produits pharmaceutiques de première urgence. Une situation déplorable qui a été

confirmée et dénoncée, la semaine dernière, par le secrétaire général du syndicat des médecins spécialistes du Niger.

Pendant ce temps, des centaines de millions sont consacrés à l'achat de gaz en vue de tenir en respect des populations connues pour leur hostilité au Président Issoufou et à sa politique, aux antipodes des préoccupations sociales des Nigériens. Ayant perpétré un hold-up électoral en 2016 pour se maintenir à la tête de l'Etat, le pouvoir a plus que jamais besoin de gaz, de policiers, de gardes nationaux et de gendarmes pour rendre possible le coup de force de demain.



Vallarian Joseph et l'hôpital régional de référence de Tahoua

Une affaire d'escroquerie qui risque de rattraper les auteurs

Ainsi, donc, Tahoua aurait pu avoir son hôpital régional de référence si des voyous, au sommet de l'Etat, n'ont pas spolié le promoteur, un certain Vallarian Joseph, de nationalité bahreïnienne, d'un million de dollars (500 millions de francs CFA) en commissions pour le faire tourner en bourrique. Selon un post pu-

blié sur la page facebook de Bana Ibrahim, le bon samaritain a séjourné à l'hôtel Gaweye courant 2017 dans la perspective de pouvoir rencontrer le Président Issoufou et de lui présenter son dossier.

Mais au bout du compte, il a été contraint, sous menaces,

de quitter le Niger par ceux qui l'ont préalablement dépouillé d'un million de dollars. Sans avoir jamais rencontré Mahamadou Issoufou. L'affaire fait grand bruit et rappelle vaguement le détournement des 15 000 tonnes de riz basmati vendues à Cotonou pour leurs profits personnels par des personnes ta-

pies au cœur du pouvoir. Elle ne déroge pas de toute façon de l'interminable chapelet de scandales financiers dont est faite la gouvernance de Mahamadou Issoufou. Seule différence peut-être, le contexte actuel et les perspectives politiques au Niger. Autant dire que les auteurs ont de quoi s'inquiéter.

Perspectives d'une base militaire émiratie au Niger

Jusqu'où s'arrêtera

Alors que les Nigériens continuent de protester contre l'installation de bases militaires étrangères au Niger, Mahamadou Issoufou semble ignorer royalement l'opinion dominante de son peuple. Le feuilleton italien n'est pas encore totalement clos qu'il ouvre d'autres perspectives, de plus en plus surprenantes, comme si le Niger a fait l'objet d'un partage quelque part. Selon le site d'information français Lepoint.fr qui l'annonce, après la France, les États Unis, l'Allemagne et l'Italie, les Émirats Arabes Unis seraient dans les starting-blocks du Président Issoufou qui négocie seul, dans le plus grand secret, ces délicates affaires, en violation de la constitution qui l'oblige à obtenir au préalable l'aval de l'Assemblée nationale. Ayant sans doute compris que les motivations des autorités nigériennes ne sont pas forcément liées à une efficacité de la lutte contre le terrorisme, l'Émirat a cru pouvoir tirer aussi son épingle du jeu. Ce ne sont pas les arguments qui lui manquent. Pour convaincre les autorités nigériennes qui ont déjà succombé à l'offre financière de l'Italie, les EAU n'ont pas trop de souci à se faire.

L'installation d'une base militaire émiratie sur le sol nigérien suppose un parti pris nigérien dans un conflit armé interne à un pays voisin.

Menées dans le plus grand secret afin de leur donner une chance d'aboutir, les négociations portent, selon le site d'information français, sur l'installation

d'une base militaire émiratie sur le sol nigérien. Précisément aux portes de la Libye où s'affrontent les forces du général Haftar contre celles du Premier ministre Faïez Sarraj dont le gouvernement est reconnu par les Nations Unies. Pro-Haftar, les Émirats arabes unis veulent installer une base militaire à partir de laquelle il leur sera loisible de bombarder les forces acquises au Premier ministre qui contrôle Tripoli et que Haftar n'arrive pas encore à prendre. Selon le site d'information français, « plusieurs rencontres ont eu lieu à propos de cette proposition dont les conditions sont toujours en discussion ». D'un véritable enjeu pour les Émirats arabes unis, mais plein de périls pour le Niger, l'installation d'une base militaire émiratie sur le sol nigérien suppose un parti pris nigérien dans un conflit armé interne à un pays voisin. En fait, si Haftar bénéficie du soutien des Émirats arabes unis, le Premier ministre libyen, lui, est soutenu par d'autres pays, notamment le Qatar, ce petit pays du Golfe qui a été accusé par les EAU et l'Arabie Saoudite d'avoir une main liée dans l'expansion du terrorisme dans le monde. Autant dire que Niamey risque de mettre le doigt dans l'engrenage.

Le cas de l'accord secret avec l'Italie serait-il réédité avec les EAU ?

Attirées sans doute par les dollars émiratis comme elles ont succombé à l'offre alléchante italienne de concéder au Niger la moitié de son aide globale dédiée à l'Afrique, les



autorités nigériennes vont-elles céder aux avances émiraties ? Il y a de très fortes chances que ce soit le cas. Si ce n'est déjà le cas. Car, comme dans le cas italien où ils ont nié avoir signé un accord secret de ce genre, les dignitaires du régime marchent à pas feutrés, sans bruit, pour ne pas attirer l'attention de ceux dont ils ont peur de la réaction. Jusqu'à la publication, sous la pression d'organisations non gouvernementales italiennes, du contenu de l'accord secret de coopération dans le domaine de la défense signé entre le Niger et l'Italie le 26 septembre 2017 à Rome, les autorités nigériennes, par la voix du ministre de la Défense, Kalla Moutari, ont continuellement bouté en touche.

Le Niger risque de devenir un théâtre de guerres par procuration

Si elles signent un accord secret avec les Émirats arabes unis, lui donnant ainsi une portion de territoire nigérien à contrôler, les autorités nigériennes, friandes de telles offres, accepteraient de fait de servir de base arrière à l'armée émiratie dans une guerre par

Mahamadou Issoufou ?

rapport à laquelle le Niger a plutôt intérêt à rester neutre. Les EAU, note le site d'information français, a déjà effectué des bombardements sur les positions tenues par les forces du gouvernement libyen. Si, après avoir composé avec les autorités intérimaires libyennes en extradant Saadi Kadhafi, le fils du défunt Guide libyen qui a trouvé refuge au Niger, Niamey retourne sa veste pour fournir cette position stratégique aux EAU contre les mêmes autorités intérimaires libyennes, Mahamadou Issoufou n'aura pas fait que précipiter le Niger dans l'œil du cyclone Libyen. Il aura également fait du Niger un théâtre de guerre par procuration entre des États du Golfe comme c'est le cas du Yémen où s'affrontent Saoudiens et Iraniens par procuration. Une confrontation dont les conséquences sur les populations yéménites sont des plus désastreuses.

Le 7 février 2017, le Président Issoufou élève l'Émir du Qatar à la Dignité de Grand-Croix de l'Ordre national du Niger et le 10 juin, il rappelle l'ambassadeur nigérien à Doha

Ayant pris position dans la guéguerre entre le duo Arabie Saoudite-EAU et le Qatar en rappelant, début juin, l'ambassadeur du Niger à Doha, les autorités nigériennes ont signé, là, un revirement extraordinaire. Le 7 février 2017, le Président Issoufou s'est rendu à Doha, au Qatar, dans le cadre d'une visite officielle de trois jours. À l'occasion, fait quelque peu bizarre, le visiteur élève son hôte, Son Altesse

Sheikh Tamim Bin Hamad Al-Thani, Émir du Qatar, à la Dignité de Grand-Croix de l'Ordre national du Niger. Le 10 juin suivant, Mahamadou Issoufou rappelle l'ambassadeur nigérien au Qatar. Le parti pris du Niger dans ce bras de fer entre le duo Arabie Saoudite-EAU et le Qatar est déjà un acte diplomatique grave. Mahamadou Issoufou commettrait-il l'irréparable en cédant aux sirènes des dollars qataris ?

Un montage grossier

Officiellement, l'Arabie Saoudite et les EAU accusent le Qatar de «soutien au terrorisme». C'est un discours qu'aurait prononcé le 23 mai 2017 l'émir Tamim ben Hamad Al Thani qui aurait déclenché l'opération contre le Qatar. Dans ce discours, l'émir du Qatar aurait critiqué la politique américaine et rappelé les liens forts entre son pays et l'Iran.

Or, ce discours n'a jamais existé. Il a été posté sur le site de l'agence d'information qatarie via un piratage. Ce qui s'apparente à un plan de déstabilisation du Qatar va rapidement tourner en fiasco, des pays comme la Turquie ayant pris fait et cause pour la péninsule. Même les États Unis ont vite révisé leur position en essayant de calmer l'ardeur belliqueuse des Saoudiens et des Émiratis. Le Qatar abrite le Commandement central des forces aériennes des États-Unis avec un effectif de 10 000 soldats stationnés sur la base d'Al-Udeid.

Quels sont les véritables desseins de Mahamadou Issoufou ?

Par delà les raisons historiques et politiques du conflit qui oppose le bloc Arabie Saoudite-EAU et le Qatar, conflit dont il est très éloigné, le Niger a toujours pratiqué une politique d'équidistance vis à vis des pays arabes [Ndlr: thèse de Mamoudou Djibo, Phd]. Une base militaire émiratie au Niger est tout ce qu'il y a de plus catastrophique pour la stabilité et la sécurité du Niger. Les Nigériens, déjà en boule contre la présence massive de forces militaires étrangères qui ne les mettent pas pour autant à l'abri d'agressions terroristes, sont très inquiets quant aux véritables desseins de Mahamadou Issoufou. Pourquoi réunit-il tant d'armées étrangères sur le sol nigérien ?

Récemment rassemblés sur la grande place de la concertation à Niamey, les étudiants de l'université Abdou Moumouni ont dénoncé ces implantations anarchiques de bases militaires étrangères sur le territoire nigérien. Et s'ils n'ont embouché la même trompette que l'opposition politique nigérienne et la société civile qui soutiennent que l'insécurité est devenue un business pour les autorités nigériennes, les scolaires ont toutefois mis le holà sur une tendance qui sent le roussi. Avec l'expérience de l'accord de défense secret signé avec l'Italie, nombre de Nigériens se demandent ce que les responsables émiratis vont mettre sur la table pour obtenir leur ticket d'entrée.

Doudou Amadou

Attaques terroristes possibles au Niger

Quand la France brise le carcan de la coopération militaire

Un communiqué émanant de l'ambassade de France au Niger fait état d'attaques terroristes possibles entre le 1^{er} juin et le 4 mai prochain inclus, date prévue pour la fête de ramadan. D'autres sources complémentaires ajoutent que Walid Al-Sahraoui proposerait l'envoi de précurseurs dans les prochains jours dans certaines capitales du G5 Sahel pour d'éventuels actes subversifs dans ces pays. En diffusant ce communiqué inhabituel, la France, qui dispose de bases militaires sur le sol nigérien, a peut-être décidé désormais, en entente avec les Etats Unis d'Amérique, de jouer leur partition jusqu'au bout en rompant avec la discrétion qui a caracté-

risé jusqu'ici leur contribution à la lutte contre le terrorisme. En rendant publiques les informations à transmettre aux autorités nigériennes, la France veut peut-être se dédouaner aux yeux de l'opinion publique nigérienne, non convaincue de l'utilité de la présence de son armée au Niger. Il faut noter que la publication de ce communiqué inédit de la France au Niger fait suite, il y a à peine dix jours, de la réunion tripartite entre les ambassadeurs des Etats Unis et de France, assistés de leurs collaborateurs (y compris militaires) et le Président Issoufou aux côtés duquel se trouvaient notamment des officiers supérieurs de l'armée. Le procédé a de quoi sur-

prendre. La France et les Etats Unis n'auraient-ils plus confiance en leurs partenaires nigériens pour publier un tel communiqué afin que tout le monde sache qu'ils ont toujours collaboré ? Avec le recul, et au regard de ce communiqué de l'ambassade de France au Niger, les Nigériens comprennent mieux sans doute les propos du ministre de la Défense, Kalla Moutari, qui a clairement déclaré qu'ils avaient l'information que des attaques se préparaient contre le Niger. Ce qui est sûr, la balle est dans le camp des autorités nigériennes, désormais mises dos au mur. Mieux vaut prévenir que guérir. Excédés par ces atta-

ques terroristes meurtrières, les Nigériens digéreraient difficilement que les autorités en charge de la sécurité nationale viennent encore leur dire qu'elles sont informées, mais qu'aucune précaution n'a été prise pour parer d'éventuelles agressions. A.Y

COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE NATIONAL DU MPR –JAMHURIYA DU 30 MAI 2019

Le Bureau Politique National du Mouvement Patriotique pour la République MPR-JAMHURIYA s'est réuni en session ordinaire et disciplinaire le vendredi 24 mai 2019 au Siège National du Parti sous la Présidence de Son Excellence Elhadji **Albadé ABOUBA**, Président du Bureau Politique National, Président du Parti, à l'effet d'examiner la situation socio-politique qui prévaut au niveau de la Section de Niamey. Auparavant, la Commission Politique a entendu le rapport d'étape des activités du Comité Ad'Hoc (créé par décision N°001/MPR/2019 du 29 mars 2019) sous la conduite du Responsable Politique de la Section de Niamey Monsieur ALKABOUSS Jalaoui (nommé par décision N°002/MPR/2019 du 28 mars 2019). La Commission Politique se réjouit des activités qui sont menées à ce jour. Elle adresse toutes ses félicitations au Responsable Politique de la Section de Niamey, aux membres du Comité Ad'Hoc et les engage à poursuivre les activités jusqu'à la mise en place effective des structures et organes de la Section MPR-JAMHURIYA de Niamey. Par la suite, la Commission Politique a tenu une autre réunion le dimanche 26 mai pour examiner

les propositions des sanctions du Comité Ad'Hoc. Le 30 mai 2019 et eu égard aux échanges relatifs aux propositions des sanctions a elle soumises par le Comité Ad'Hoc et à la gravité des actes posés une fois de plus par les personnes incriminées, au vu des dispositions **des Articles 130, 131 des Statuts et 4, 5, 6, 11, 12, 13 et 45 tiret 13 du Règlement Intérieur qui stipule que : le Président peut infliger ou affliger des sanctions disciplinaires aux militants indélicats.** Le Président du Bureau Politique National, Président du Parti décide de la suspension des militants ci-après :
 • **Amadou Salifou**
 • **Hamidou Garba**
 Les Sieurs Amadou Salifou et Hamidou Garba ne peuvent plus désormais agir au nom et en qualité de membres du MPR-JAMHURIYA durant la période de la suspension. Par conséquent tout acte posé par les intéressés au nom du Parti les expose à des nouvelles mesures disciplinaires et à des poursuites judiciaires conformément aux textes du Parti et à la Loi.
Fait à Niamey le 30 mai 2019
Pour le Bureau Politique National
Elhadji Albadé ABOUBA

Message de sécurité du 01/06/2019.

diffusion.niamey-cslt-owner@liste.diplomati...
 diffusion.niamey-cslt@liste.diplomatie.gouv.fr
 Aujourd'hui à 14:32

Madame, Monsieur,

A partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin de la semaine prochaine, il n'est pas exclu que des groupes terroristes cherchent à profiter de cette période de fête pour commettre des actions violentes.

Une vigilance renforcée est vivement recommandée.

Bien cordialement,

Ambassade de France au Niger

COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti CONVENTION NIGÉRIENNE POUR LA RÉPUBLIQUE (CONIR HIMMA) présente ses meilleurs vœux de Bonne Fête de l'Aid El Fithir :

- **Au Président de la République,**
- **Au Premier Ministre Chef du Gouvernement,**
- **A tous les membres du Gouvernement,**
- **Aux militantes et militants de CONIR HIMMA,**
- **A tous les Partis Politiques membres de la MRN et à leurs militantes et militants,**
- **Aux forces de Défense et de Sécurité dans leurs nobles missions régaliennes et qu'ALLAH le très miséricordieux les protège. Amin,**
- **A tout le peuple Nigérien.**

BONNE FÊTE A TOUS ET A TOUTES

BARKA DA SALLA

WA KAY YESSI

LE PRÉSIDENT : PROFESSEUR DAOUDA HAMANI

Renaissance

Survivre à tout prix !

Depuis des jours, l'on peut constater que le pouvoir de la Renaissance s'use et fait tragiquement face à son destin. Des exemples que lui offrent l'actualité et l'histoire amplifient l'angoisse existentielle qu'elle vit ces derniers temps, et ce dans la conscience des malaises en son sein, mais aussi, dans la conscience de toutes les colères que sa gouvernance faite d'injustice, d'iniquité, de brutalités et de mal immense avait fini par provoquer dans la société nigérienne à travers toutes ses composantes sociales. Ce qui se passe au Soudan et en Algérie depuis des semaines, et plus loin dans le temps, au Zaïre de Mobutu avec la chute du grand maréchal, en Libye avec la fin du règne de l'indétrônable Roi des rois d'Afrique, qui pouvait croire qu'une autre force, au-delà de celle de l'Incomparable et Tout-puissant Créateur, pouvait demeurer éternelle ? Il faut donc être modeste : tout a une fin et point besoin d'ouvrir un Coran ou une Bible pour le défendre. Ça va de soi...

Ainsi peut-on pressentir le début d'une fin et pour le lire dans les événements de ces dernières semaines, il y a des signes qui ne trompent. C'est d'ailleurs la Renaissance qui présente des signes de sa fragilité. Le pouvoir est malade, malade de ses doutes et de la perte de certains de ses soutiens.

Des convulsions internes

C'est à l'intérieur même du pouvoir que le régime est malade tant par les contradictions internes qui apparaissent au grand jour, mais aussi et surtout par le scepticisme qui a fini par gagner bon nombre d'acteurs qui ne pouvaient plus croire que leur Renaissance puisse être capable du meilleur pour le Niger et pour les Nigériens. Et il y a de quoi : après huit ans de gestion que pouvait-on voir de réalisé dans le pays en dehors de ces hôtels de luxe érigés au milieu de nos misères pour tromper la vigilance des touristes de marque qui arrivent dans le pays et qui, seuls, peuvent y avoir accès, si ce n'est ces échangeurs discutables tant par leur dénomination que par leur coûts exorbitants, surtout que d'autres – des détracteurs peut-être – n'y voient que des « ponts secs », si ce n'est aussi ces petits monuments érigés sur certains carrefours déjà « harcelés » par les plastiques et les sables,

surfacturés et amputés à la comptabilité de certaines sociétés. Et l'on se demande bien où ont passé les dix mille milliards que le président de la République s'enthousiasme d'avoir injectés dans l'économie nationale, du moins, d'avoir investi dans le pays ? Les paysans les ont-ils vus dans leur vie quotidienne qui ne s'est guère améliorée ? L'école les a-t-elle vus pour que l'on constate une amélioration sensible de la qualité du cadre et de l'enseignement lui-même ? La santé des Nigériens, a-t-elle connu des évolutions sensibles du fait des choix politiques du régime ? Non. Le constat est pourtant terrible : les étudiants, les scolaires, les enseignants tant du supérieur que des autres niveaux d'enseignement attendent désespérément que les choses bougent et que leur vie change. Le réveil de la lutte des médecins spécialistes a fini par montrer, malgré la trêve observée par des hommes qui ont bataillé pendant plus de quatre ans sans que le pouvoir ne daigne les écouter, que le problème reste entier, tragiquement inimaginable. Comment croire à ces propos de Dr. Konguizé qui nous apprend, dans un récit pathétique de la situation des hôpitaux, que tout manque cruellement pour travailler efficacement dans les centres de santé, et ce jusqu'à la seringue ! Et que ne dit pas la Renaissance autour de ses prouesses qu'elle croit incomparables ? Il n'est que très dommage que la Renaissance confonde, ainsi qu'on le dit vulgairement, vitesse et précipitation. Elle se bat, en construisant immeubles et hôtels, échangeurs et quelques décorations urbaines, voulant donner au Niger et à ses grandes villes l'apparence futuriste des mégapoles occidentales, laissant les hommes végéter dans la misère quand sa politique ne sait s'occuper de l'humain, pour ainsi, par vanité, faire croire que le Niger aura changé, exhibant les immeubles qui montent dans le ciel pendant que l'homme reste écrasé par le dénuement. A quoi bon avoir ces hôtels quand le Nigérien, même cadre supérieur, ne peut y avoir accès, ne serait-ce que pour prendre un petit-déjeuner ? Ces investissements, ne sont donc pas faits pour les Nigériens. Sans compter que ces investissements de prestige et de luxe sont confiés à des entreprises étrangères qui rapatrient une part

importante de notre richesse dans leurs pays ? Ne profitent finalement que les dessous de tables aux complices locaux du capital étranger, et le béton laissé à la curiosité de Nigériens qui ont peu voyagé pour s'éblouir devant les merveilles de la Renaissance. Tout de même, saluons, ces routes nouvelles ou renouvelées dans la ville qui donnent des allures urbaines à la ville et facilitent des mouvements des personnes.

Tout le monde sait désormais que les socialistes ont tout fait sauf du socialisme, car jamais un pouvoir n'a eu des accointances douteuses avec la force impériale comme ils l'ont fait. Leurs choix n'étaient pas bons, n'étaient même pas pertinents, ne répondant pas aux attentes légitimes d'un peuple qui a eu tort de croire qu'un socialisme somme toute tropicalisé pouvait les sauver. Alors que la société civile, la presse et l'opposition, dénonçaient les travers de la gouvernance, la Renaissance, pour se défendre, exhibait des chiffres peu crédibles pour dire, avec une vanité excessive, qu'il avait réussi, ce que tous les régimes réunis n'auraient pas réussi en cinquante années d'indépendance, oubliant le mérite que d'autres pouvaient avoir, d'avoir à assoir un Etat qui n'existait pas. Mais il y a un éveil des consciences, et ils sont nombreux à comprendre les roublardises d'un système qui ne peut comprendre que l'humain prime sur tout.

Et ça parle peu à peu de l'intérieur du système...

Cela fait déjà bien longtemps, qu'Issoufou Assoumane qu'on ne peut plus attendre, faisait part de ses déceptions par rapport à la manière dont le Niger est géré par les socialistes qu'il avait pourtant porté pour les aider à accéder au pouvoir. L'homme est depuis sans doute mélancolique, et pour s'assumer, il semble avoir choisi, pour ne pas trahir sa conscience et ses convictions socialistes, de se terrer, sortant des débats et de la vie publique, observant – on l'imagine – la scène politique comme un piètre théâtre de jeux puériles qui nous fait plus honneur à l'élite qui l'anime.

Deux partis et deux grandes « gueules », après avoir cru – ou instrumentalisés à croire – au système dans la gestion duquel ils avaient participé avec volontarisme,

s'y sont désolidarisés, pour prendre leurs distances avec une gestion qui ne pouvait rien présager de bon pour le pays. C'est ainsi qu'après le Moden/Fa Lumana parti plus tôt, le parti d'Ibrahim Yacoubou, Kiishin Kassa, celui de Ladan Tchana, Amin-Amen, ont fini par se rendre compte que « leur » régime ne pouvait pas sortir le Niger des sentiers battus par des choix aussi hasardeux mais aussi, par son clanisme cultivé et ses injustices criardes qui créent de grandes frictions au sein des populations. Ils choisirent alors d'être du côté du peuple qui commence à sortir de ses mutismes.

Puis, quel retentissement n'avait pas eu ce discours-diagnostic de Seyni Oumarou, dressant un tableau sombre d'un système, à l'occasion du dernier congrès de son parti et ce malgré qu'il soit du régime ? Même si ces audaces calculées ne le disculpent pas d'une gestion pour laquelle, il reste comptable, tant pour le bon que pour le pire. Ainsi faut-il reconnaître que des hommes du sérail savent bien que ça ne va pas dans le pays et que le pays est sur une pente raide. En aparté, ils sont nombreux à le reconnaître et à le dire, douloureux.

Ces peurs des lendemains incertains sont perceptibles chez les caciques du régime. La dernière communication du ministre de la défense est révélatrice des angoisses qui taraudent l'esprit des renaissants avec la menace djihadistes qui devient prégnante et véritablement inquiétante. Faut-il alors en vouloir au DG de la Nigelec d'avoir ces sincérités outrageantes ?

A.I

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba
99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail: lecanard.enfurie@yahoo.fr

90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition

Le Canard en furieTirage: 1000 Exemplaires sur
Les presses de la DARCYS

La renaissance renoue avec ses amours

Retour des harcèlements : actionner les «3P»...

Ce n'est plus qu'un geste de désespoir de la part d'un régime qui perd les pédales, n'ayant plus de moyen de résister que de tenter de faire peur dans l'espoir que cela puisse lui éviter la détermination d'hommes et de femmes décidés à occuper la place qui leur revient dans leur pays, refusant de s'humilier à la quémander.

Ce fut d'abord, et comme toujours, Hama Amadou, Chef de file de l'opposition qui est dans la ligne de mire des ténors du pouvoir. L'homme dérange. Et on le menace de nouvelles poursuites judi-

ciaires, pour le tenir à carreau, oubliant que l'homme, en osant la communication pour laquelle on lui en veut, s'y attendait puisqu'il a joué pour déranger, sachant bien les vulnérabilités et les fragilités que traverse la Renaissance.

Face à la montée des colères qui s'expriment et souvent sur les réseaux sociaux, le régime ne peut avoir la sérénité d'écouter les malaises et d'y répondre avec tact et intelligence. La répression, en servant notamment de la justice, revient dans ses pratiques déjà connues en d'autres temps. Et il

actionne les «3P» (Police Judiciaire-Parquet-Prison) pour dissuader les hommes qui luttent. Et peut-être ne devrait-on pas s'attendre à du répit quand on sait que celui qui tient sous son autorité, la première structure qui enclenche le processus n'est personne d'autre que le ministre de l'Intérieur, candidat annoncé du pouvoir qui pourrait croire par ces abus, qu'il a le moyen de ranger tous ceux qui peuvent lui obstruer la voie sur son aventure de 2021, comme le régime en a donné la triste expérience de 2016. Depuis quelques semaines les arrestations et les emprisonnements de citoyens se multiplient, et des Nigériens trop bavards, laissant exploser leurs colères, sont mis dans le collimateur du système pour leur faire payer l'audace de leurs opinions. Sous la Renaissance, exprimer des opinions, serait-il devenu un crime ? Et personne n'est épargné comme hier : les hommes et les femmes. Il ne reste plus que les enfants qui ont connu sous le premier mandat les affres de leurs démesures et de leurs cynis-

mes. Alors que de toute part, la maison s'effondre, la Renaissance prend peur, peu confiante en l'avenir et à son devenir.

Le jusqu'au-boutisme peut-il ne pas être fatal pour la Renaissance ?

Lorsque manquant d'argent, le régime ne s'en sort que par le système D, peut-il être responsable de sa part, de jouer au défaitisme, incapable d'apaiser une situation qui se complexifie avec la menace terroriste de plus en plus inquiétante ? Est-ce responsable de la part de la Renaissance de n'écouter que ses vanités, refusant d'avoir de l'humilité pour comprendre ses responsabilités historiques, politiques et morales par rapport aux dérapages auxquels ses intolérances et ses extrémismes peuvent conduire ?

En tout cas, nous ne sommes que dans le même Niger où n'ont poussé que quelques hôtels et autres échangeurs. Mais rien n'a changé.

Attention donc aux vents qui passent...

A.I

Coupures prolongées d'électricité

Le DG de la Nigelec explique son impuissance et son incapacité

Peut-être que certaines choses lui ont échappé dans sa communication. Comme quoi, on ne trahit jamais sa conscience. Mais il l'avait déjà dit, une année plus tôt et l'on s'était demandé pourquoi, l'on devrait garder un homme qui avoue son impuissance et confie son fatalisme face à la crise énergétique que connaît le pays ? Peut-il savoir que ce n'est pas pour «pleurer» que ça ne va pas et que ça ne peut jamais aller, qu'on l'a placé là ? N'est-ce que c'est parce que quelqu'un avait cru qu'il pouvait faire bouger les lignes ? Mais il trahit celui qui avait voulu lui faire confiance. «Dieu seul a le médicament», devait-il dire quand pourtant, pour être du domaine, il sait que les choix du régime en matière d'énergie, ne pouvaient jamais permettre d'endiguer le mal surtout lorsque, sans faire preuve de planification, les socialistes ne peuvent comprendre qu'il y a à répondre à une demande sans cesse croissante, du fait d'une part d'une démographie galopante mais aussi, par la modernité, du fait de besoins croissants en énergie. Peut-être peut-on lui pardonner d'avouer son incapacité à mieux gérer la société nigérienne d'électricité mais peut-on, à contrario, lui pardonner, d'un point de vue communicationnel, cette bourde, par laquelle, il dit que «sa» société est à l'image du pays, une insulte que la Renaissance ne saurait sans doute jamais tolérer lorsqu'un discours officiel présente le pays comme un eldorado brillant de ses exotismes. Faut-il savoir qu'il reconnaît que ça ne va pas dans le pays et que pour ce, ça ne doit pas aller pour la Nigelec ? Est-il finalement nommé pour faire en sorte que ça ne change pas parce que le Niger serait pauvre

et que nous devrions prendre notre mal en patience, ne pouvant jamais espérer le meilleur ? S'il ne peut rien, n'est-ce pas, doit-il dégager et ce sera le seul bien qu'il pourra faire aux Nigériens ? Et, dans le pays, l'on se demande ou passe tout cet argent que la société engrange chaque mois, obligeant par la menace de la suspension de des branchements, sa clientèle à se mettre en règle ? Est-ce le gouvernement qui s'en sert pour joindre les deux bouts, laissant la société sur les carreaux, incapable d'investir pour répondre aux attentes de sa clientèle en initiant des projets propres ? Si cela est vrai, il va sans dire que le DG n'a pas tort de se plaindre de son pays et par ricochet, du système qui l'emploie. Dans ce cas, étant une société nationale, les Nigériens n'ont-ils pas le droit de savoir par où passe l'argent de la Nigelec ? La Halcia pourrait trouver du métier là...

Le calvaire que les Nigériens ont vécu ces derniers jours du fait de la non-disponibilité de l'électricité, remet en débat et réactualise l'éternelle question de la souveraineté énergétique du pays. Pouvons-nous continuer à compter sur un autre et sur une seule source d'énergie ? Si la ligne Berni Kabi coupe, le Niger et sa capitale devraient-ils être privés d'électricité et pour combien de temps ? Cette situation a ainsi remonté les colères populaires et les déceptions jusqu'au sein du système ont fini par s'extérioriser car l'on s'est rendu compte que ce gouvernement que conduit Brigi Rafini, depuis huit années infructueuses, est des plus incapables que le Niger ait eu depuis soixante ans ! Chacun a sa manière, choisie et voulue, de rentrer dans l'histoire.

A.I

Face à l'insouciance du pouvoir

La grogne populaire monte

Depuis que ça parle beaucoup dans le pays, le gouvernement, face à ses ennuis internes, a compris que ça grogne dans le peuple, que des Nigériens commencent à sortir de leur réserve, de leur patience, poussés peu à peu à des extrémismes dangereux. De tout côté ce sont de petits feux qui s'enflamment, attisés par les insouciances d'un régime qui refuse d'ouvrir les yeux et de voir enfin la menace qui nous guette. Depuis des jours, des frayeurs l'habitent et il se laisse gagner de plus en plus par une certaine paranoïa face à laquelle, bouffi de vanité, il ne peut avoir le geste salutaire pour s'éviter des souffrances dont il aurait pu faire l'économie avec un peu de sagesse politique et d'humilité.

Alors qu'on l'appelait depuis des mois, sinon depuis des années à apaiser la situation politique et sociale du pays, en ayant un dialogue franc avec les partenaires politiques et sociaux, il continue à croire que la violence peut encore l'aider à remonter la pente, à dominer toujours, à écraser toute adversité et à rester maître du destin d'un peuple pour lequel, pourtant, il ne sait ni penser, ni faire le bien. Ainsi, peut-on constater que depuis des jours, l'époque des terreurs revient. Par ces

agressivités nouvelles, on comprend que le régime a perdu ses sérénités. Les socialistes nigériens ne sont pas des démocrates, comme aussi, ils ne devraient pas être des socialistes de la bonne race. C'est à juste titre que bien d'observateurs font remarquer que le soldat Tandja qu'ils pourfendaient jadis, aura été plus démocrate qu'eux, comme le libéral qu'il est, aura été plus socialiste qu'eux car plus proche, par ses politiques, des peuples et surtout des couches les plus vulnérables. La peur semble avoir changé de camp et l'on peut voir à quel point les ténors du régime s'agitent, conscients de l'usure de leur pouvoir qui, à force de ne faire que le mal, a fini par atteindre ses limites objectives. Ses grands secrets, dès lors qu'il a laissé des adversités, comme herbes sauvages envahissantes et tenaces, éclore, germer et pousser sous l'humus de ses brutalités et de son intolérance, dans son espace, il sait que «l'ergo de coq» devant permettre de l'anéantir pourrait être vendu à ses adversaires. On peut ainsi comprendre ses peurs nouvelles, légitimes : quand on a conscience de n'avoir pas fait le bien, l'on ne peut qu'être troublé d'éventuelles représailles de la part des martyrs de son système.

A.I